

Zuckerberg défend son réseau face à ses “amis” européens

■ Le patron de Facebook est venu répondre aux questions des parlementaires de l'Union.

Mark Zuckerberg était attendu de pied ferme mardi en fin de journée par les chefs de groupe du Parlement européen et Antonio Tajani, président du Parlement. Le jeune CEO de Facebook devait y répondre aux questions de ces derniers à propos du traitement et de la sécurité des données des utilisateurs européens du réseau social.

Des excuses, une nouvelle fois

Comment Mark Zuckerberg s'en est-il tiré, lui qui avait réussi sans trop de souci ce même exercice face aux parlementaires américains le 11 avril dernier ? Il a entamé son intervention par un discours convenu au cours duquel il a présenté ses excuses pour le manque de réactivité de Facebook après la découverte de l'affaire Cambridge Analytica. *“Dans cette affaire, on n'a pas pris nos responsabilités et je m'en excuse”*, a-t-il dit, réitérant ses déclarations faites face aux membres du Congrès américain. Il a ensuite assuré que Facebook serait en phase avec la nouvelle législation européenne en matière de protection des données (RGPD) dès son entrée en vigueur, ce vendredi 25 mai. *“Nous appliquerons d'ailleurs les mêmes règles partout dans le monde”*, a-t-il assuré. Il a aussi rappelé l'importance de son entreprise en matière d'emploi et d'investissements en Europe où Facebook dispose d'importantes filiales. Rien de nouveau, en somme.

Ensuite, il a fallu se conformer au “format” plutôt rigide convenu avec Antonio Tajani. Les chefs des groupes politiques européens ont donc dû poser tour à tour leurs questions en moins de trois minutes, et ce n'est qu'au terme du tour de table que Mark Zuckerberg leur a répondu en globalisant les questions le plus souvent émises dans un discours qui lui a permis d'éviter les questions pointues sur les indemnités éventuelles pour les Européens tou-

chés par le scandale Cambridge Analytica, la position de monopole de Facebook... A cet égard, sur les demandes insistantes de plusieurs chefs de groupe, Zuckerberg a finalement accepté de répondre par écrit de manière individuelle aux questionnements des intervenants.

Personnel et intelligence artificielle

Sur le fond, Zuckerberg a insisté sur le travail effectué par ses équipes en vue de régler les failles de son système, au niveau des “fake news”, de la gestion des données vis-à-vis d'applications tierces, sur les contenus inacceptables, la création de faux comptes Facebook, etc. Il a assuré que le cas Cambridge Analytica ne pourrait pas se reproduire. Mais, pour l'entrepreneur américain, tout ne se règlera pas rapidement. *“Nous sommes ici comme dans une course à l'armement : nos adversaires cherchent à contourner nos défenses.”* Il a rappelé les importants investissements de Facebook dans le développement d'outils basés sur l'intelligence artificielle qui permettent *“de passer d'une gestion réactive face aux problèmes, à une réaction anticipative”*. Il a aussi évoqué l'engagement de milliers de personnes pour traiter les différents problèmes détectés préventivement par ces outils informatiques.

Quid de son attitude à l'approche des élections européennes ? *“Il s'agit pour nous d'une toute grande priorité”*, a-t-il assuré, confirmant que ses équipes mettraient en œuvre les mêmes moyens que ceux utilisés pour assurer la plus grande transparence de l'information lors d'élections en France ou en Allemagne, au travers notamment de contacts avec les autorités compétentes.

A quelques jours de l'entrée en vigueur du règlement européen sur la protection des données privées (RGPD), le patron du réseau social est aussi vu comme une cible potentielle par de nombreux groupes de pression demandeurs d'une forme d'indemnisation de ses utilisateurs suite au scandale récent d'utilisation de leurs données par la société Cambridge Analytica. Comme l'a rappelé Guy Verhofstadt, chef du groupe ADLE, Facebook est aussi potentiellement visée par les sanctions prévues dans le RGPD, soit en cas de manquements au règlement, des amendes allant jusqu'à 20 millions d'euros ou... 4% du chiffre d'affaires annuel.

“Nos outils d'intelligence artificielle nous permettent d'anticiper.”

Mark Zuckerberg
CEO de Facebook

P.V.C.